



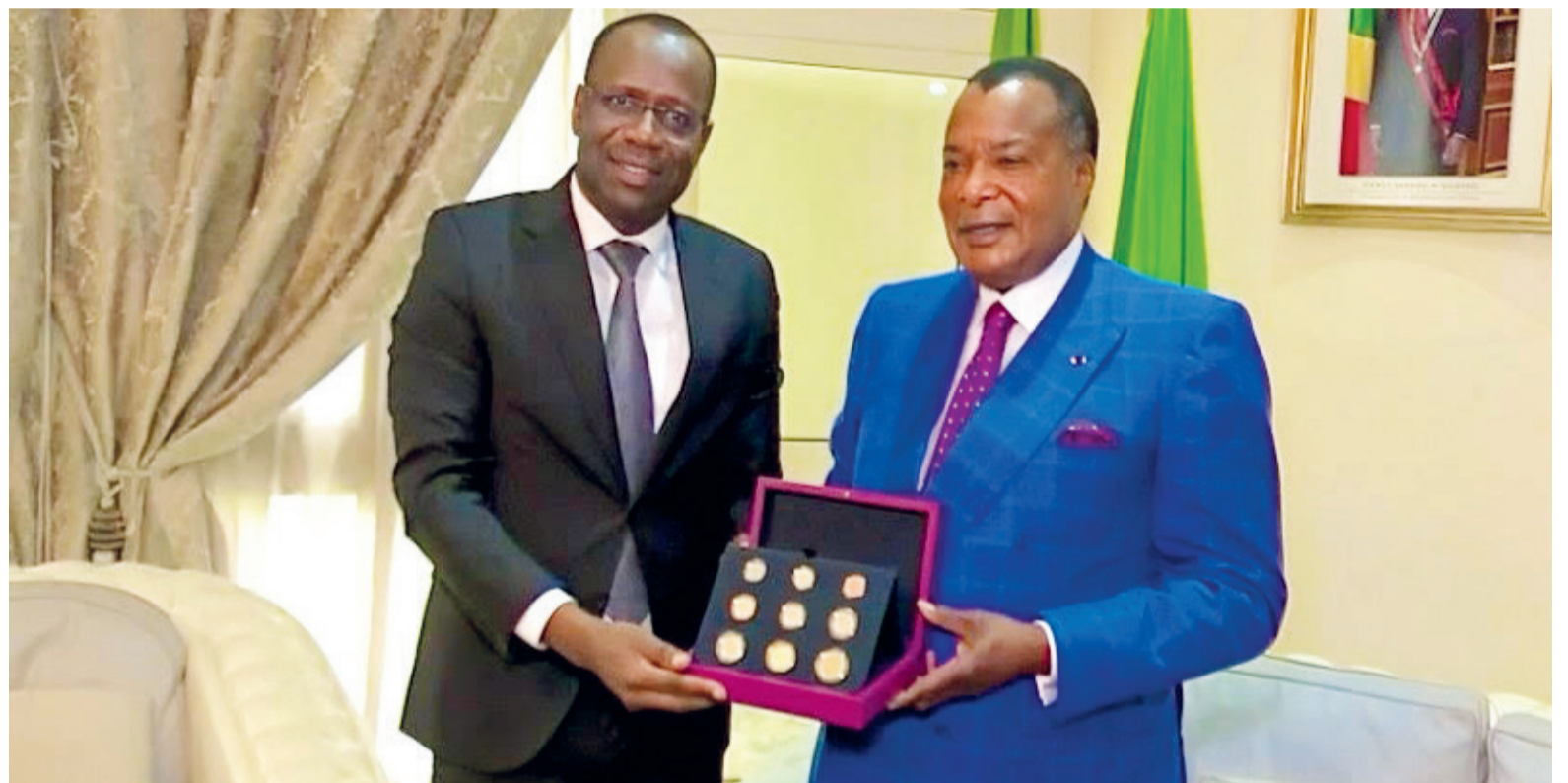
BEAC

De nouvelles pièces de monnaie présentées au président de la République

En séjour à Oyo, dans le département de la Cuvette, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Yvon Sana Bangui, qui lui a présenté les spécimens de la nouvelle gamme des pièces de monnaie bientôt mises en circulation dans les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. « Cette nouvelle gamme a été conçue pour faciliter les échanges commerciaux et aussi avec une portabilité plus adaptée dans les transactions financières », a indiqué le gouverneur de la banque centrale.

Page 16

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, posant avec Yvon Sana Bangui/ DR



CEEAC

Une stratégie de gouvernance des frontières à l'étude



Les participants/Adiac

Les experts des pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) se réunissent du 11 au 12 mars, à Brazzaville, pour préparer la mise en place du cadre juridique, organisationnel et capacitaire de l'opérationnalisation du Mécanisme de la gouvernance intégrée des frontières de la sous-région.

Page 3

8 MARS

La coopérative d'Ignié dotée de kits agricoles



L'équipe de LCR remettant les kits agricoles aux femmes d'Ignié/DR

Dans le cadre des festivités de la Journée internationale des droits des femmes, La Congolaise des routes a offert du matériel agricole à la coopérative Coofi Congo, spécialisée dans la production du manioc à Ignié, localité située à 45km au Nord de Brazzaville.

Composé de tricycles, de brouettes et d'autres outils

aratoires, ce matériel permettra de renforcer les moyens de production des agricultrices de cette coopérative.

Page 5

SPORT

Des judokas congolais en stage en Russie

Les Diables rouges de judo de différentes catégories ont quitté Brazzaville, le 10 mars, pour la ville de Sotchi, en Russie, où ils vont participer à un stage de formation qui s'inscrit dans le cadre du partenariat entre les fédérations russe et congolaise de la discipline.

Page 16



Les athlètes avant leur départ/Adiac

Éditorial

Mettre de l'ordre

Page 2

ÉDITORIAL

Mettre de l'ordre

En ce deuxième trimestre finissant de l'année scolaire 2024-2025 un désordre affecte les structures du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation concernant le recrutement des personnels. Les chefs d'établissement en l'occurrence s'adjugent les services des agents non fonctionnaires sans autorisation préalable de la hiérarchie.

Il est vrai que le déficit en personnel enseignant est l'un des problèmes majeurs qui minent le système éducatif congolais. Mais les pouvoirs publics ont amorcé une série de recrutements pour le combler. Pas plus tard que le mois passé, près de mille volontaires, constituant la sixième vague d'affectation, ont été déployés à travers le pays.

Afin de mieux maîtriser les effectifs en tenant compte des moyens financiers disponibles pour la prise en charge des recrues, les opérations visant à réduire le déficit en personnel bénévole, décisionnaire ou communautaire, devraient se faire de manière ordonnée.

Le ministère préconise de tenter l'expérience des demandes par voie hiérarchique motivée par l'expression d'un besoin réel qui seront soumises aux services techniques habilités. Cette démarche évitera, sans nul doute, des tensions entre les syndicats et la tutelle qui ne s'accordent pas toujours sur la gestion des quotas.

Les Dépêches de Brazzaville

MAIRIE DE BRAZZAVILLE

Vers la sécurisation électronique des tickets

A l'issue des travaux de la septième session ordinaire budgétaire qui s'est tenue du 28 février au 10 mars, les conseillers départementaux et municipaux de Brazzaville ont formulé des recommandations dont celle qui exige désormais la sécurisation électronique des tickets.

Les autres recommandations, quant à elles, se rapportent au renforcement des capacités des gestionnaires des marchés domaniaux ; à l'harmonisation des procédures de gestion entre la direction des marchés et halls et la recette municipale ; à l'implication de la direction des finances municipales et du budget dans tous les projets de délibérations à impact financier ainsi qu'à la rétrocession régulière et intégrale des centimes additionnels à la municipalité de Brazzaville.

Dans son discours de clôture de ladite session, le député-maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a rappelé au plénum des conseillers que le programme annuel d'investissement qui vient d'être adopté est un outil stratégique qui va guider les actions de la commune en matière d'infrastructures et d'équipements. De ce fait, il a invité les cadres municipaux à s'en approprier pour le transformer en projets concrets.

Par ailleurs, a-t-il poursuivi, les conseillers départementaux et municipaux ont également adopté une délibération sur les marchés de l'aube et de nuit. « Ces marchés, qui font partie de notre économie locale et de notre vie sociale,



Le député-maire Dieudonné Bantsimba délivrant son discours/Adiac

meritent toute notre attention et notre encadrement. Cette délibération vise à les maîtriser, à renforcer leur attractivité, à soutenir ceux qui y travaillent et à offrir à nos citoyens des espaces de convivialité », a-t-il renchéri.

Il convient de signaler que pendant les dix jours qu'a duré la session, les conseillers départementaux et municipaux ont bénéficié des séances de renforcement de connaissances et de partage d'expériences sur les notions liées au développement des nouvelles communautés urbaines dont la procédure d'élaboration du Plan climat territorial de Brazzaville. Celle-ci s'inscrit, a déclaré Dieudonné

Bantsimba, dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques et la préservation de l'environnement pour les générations futures. Cette initiative, a-t-il dit, vise à assurer à la ville de Brazzaville un développement urbain résilient tout en lui permettant de garantir à sa population un cadre de vie meilleur. En outre, les conseillers départementaux et municipaux ont pris part à l'atelier de lancement du projet d'appui aux coopératives de la ceinture maraichère de Mfi-

lou-Ngamaba qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte de Milan sur l'agriculture urbaine. En adhérant à cette initiative, a-t-il déclaré, la ville de Brazzaville s'est engagée à travailler pour le développement des systèmes alimentaires durables, inclusifs, résilients, sûrs et diversifiés.

« L'agriculture urbaine et périurbaine représente bien plus qu'une simple activité économique. Elle est un pilier essentiel de notre développement, une source d'emplois locaux et un moyen de garantir la sécurité alimentaire de nos citoyens », a conclu Dieudonné Bantsimba.

Roger Ngombé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

CEEAC

Une stratégie de gouvernance des frontières à l'étude

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Nestor Itoua, a ouvert, le 11 mars à Brazzaville, l'atelier régional sur la gouvernance intégrée des frontières en Afrique centrale en vue de préparer la mise en place du cadre juridique, organisationnel et capacitaire de l'opérationnalisation du mécanisme.

L'objectif de la rencontre est de préparer la mise en place d'un instrument politique et juridique intégré arrimé à l'architecture institutionnelle de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), en définissant les attributions et les mécanismes appropriés pour la mise en œuvre de la stratégie régionale en harmonie avec la stratégie de gouvernance des frontières de l'Union africaine. Il s'agit, par ailleurs, d'engager les Etats membres en matière de gouvernance des frontières afin de réduire de manière significative et durable les malentendus, les différends et les conflits qui constituent des obstacles majeurs à la coopération transfrontalière et à l'intégration régionale.

Pendant deux jours, de manière spécifique, l'atelier de Brazzaville devra servir d'opportunité pour dresser un état des lieux sur les accords et mécanismes de coopération existants entre les Etats membres de la CEEAC, y compris en mettant en exergue le niveau d'harmonisation des législations nationales pertinentes dans ce domaine ; analyser les questions relatives à la libre circulation des personnes et des biens, au droit d'établissement et au droit de poursuite des ressortissants des Etats membres dans l'espace communautaire ; initier un espace de réflexion et de dialogue

régional favorisant une meilleure connaissance mutuelle des problématiques de sécurité dans leur ensemble eu sein de l'espace communautaire.

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Nestor Itoua, a indiqué dans son allocution d'ouverture que cet atelier régional était consacré respectivement à la gouvernance intégrée des frontières ainsi qu'à la coopération policière et judiciaire en Afrique centrale. « En effet, après avoir relevé le retard pris par la communauté dans la mise en œuvre de la coopération transfrontalière depuis la réforme institutionnelle de 2019, le Conseil des ministres a instruit la Commission d'organiser un atelier en vue de l'élaboration des instruments relatifs à la stratégie régionale de gouvernance intégrée des frontières et sur l'opérationnalisation du mécanisme de coopération policière et judiciaire en Afrique centrale. En répondant favorablement à la sollicitation de la CEEAC d'abriter ces ateliers, le gouvernement congolais a bien voulu exprimer tout l'intérêt et l'importance qu'il accorde aux thématiques inscrites à l'ordre du jour des présentes assises », a-t-il déclaré.

Pour le président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Dapiendade, en ratifiant le traité révisé de



La photo de famille prise après l'ouverture de l'atelier / Adiac

la CEEAC, les Etats membres de la communauté se sont engagés, au titre du chapitre 4 sur la coopération transfrontalière, à mettre en œuvre des actions ci-après: « Le développement des capacités pour la gouvernance des frontières ; la prévention des conflits de la sécurisation des espaces frontaliers et transfrontaliers ; la gestion coopérative intégrée des frontières ; la gestion des ressources et le développement intégré des zones transfrontalières », a dit Gilberto Dapiendade. Selon lui, les modalités de mise en œuvre de ces actions doivent faire l'objet d'un protocole annexé à ce même traité révisé. « C'est ce

qui fait l'objet du présent atelier de réflexion organisé avec l'appui du gouvernement de la République du Congo et conformément aux instructions de la 24e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC qui a instruit la commission d'organiser un atelier régional d'harmonisation en vue de l'élaboration d'un protocole relatif à la mise en œuvre de la stratégie régionale intégrée de la gouvernance des frontières de l'Afrique centrale, en cohérence avec les autres actions développées dans le même domaine par d'autres stratégies », a-t-il indiqué.

Pour la petite histoire, les avancées en matière d'intégration régionale se trouvent fortement ralenties par la persistance de pratiques de barrières tarifaires non règlementées, faisant de la libre circulation des personnes et des biens un frein majeur au développement de l'espace communautaire. Il se trouve ainsi que l'entrée en vigueur imminente de l'accord portant création de la zone de libre échange continentale africaine, signé à Kigali, le 21 mars 2018, risque de rencontrer de nombreux obstacles sans l'assainissement des pratiques policières et douanières aux frontières des Etats membres....

Guillaume Ondze

CONGO-PNUD

Un nouveau volet de formation en intelligence artificielle destiné aux jeunes

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) élargit son partenariat avec le Congo, à travers le renforcement des capacités des jeunes aux métiers du numérique. Un expert a été désigné pour mener leur formation en cybersécurité.

Le Sénégalais Thione Niang, l'expert en cybersécurité partenaire du Pnud, a été présenté le 10 mars à Brazzaville au ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo. L'agence onusienne s'est engagée à former en cybersécurité vingt-cinq mille jeunes africains dans vingt-quatre pays, dont la République du Congo. Le Pnud s'est associé à divers partenaires parmi lesquels l'entrepreneur Thione Niang et l'université canadienne Concordia, pour conduire à bien la formation censée durer cinq mois sanctionnée d'un certificat.

Cet entrepreneur souhaite partager son expérience aux jeunes innovateurs congolais. « Je suis venu rencontrer le ministre pour le féliciter par rapport à ses efforts en matière de formation des jeunes en intelligence artificielle (IA). Je constate que le Congo est en avance dans ce



Le ministre et ses partenaires face à la presse / Adiac

domaine grâce à son centre de formation sur l'IA. C'est une opportunité pour le pays de

développer l'économie numérique et créer de l'emploi en faveur de la jeunesse. Cette

évolution pourra également nous permettre de digitaliser nos hôpitaux, de digitaliser le

système éducatif, l'agriculture, la finance, le secteur public. Le ministre a compris les avantages pour pouvoir initier beaucoup de projets dans ce sens », a souligné Thione Niang.

L'initiative concorde avec la politique du gouvernement en matière de développement numérique, a estimé le ministre Léon Juste Ibombo. Le Pnud est l'un des partenaires du Congo dans ce secteur, a-t-il ajouté, se réjouissant des progrès déjà réalisés dans le domaine, notamment des infrastructures et de la formation des jeunes.

Au sujet du projet avec le Pnud, une étude de l'Union internationale des télécommunications montre que l'Afrique fait face à un déficit de 100 000 professionnels qualifiés en cybersécurité. Cette initiative devrait aider le Congo et les autres pays du continent à rattraper leur retard.

Fiacre Kombo



VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

8 MARS 2025

LCR offre des kits agricoles à la coopérative des femmes d'Ignié

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, célébrée le 8 mars, La Congolaise des routes (LCR) a remis aux productrices de la coopérative «Coofi Congo» du matériel agricole composé d'un tricycle Kavaki, des brouettes et bien d'autres outils aratoires. Ces femmes bénéficiaires sont réputées être des véritables actrices du développement de la culture du manioc à Ignié, dans le département du Pool.

La société concessionnaire LCR a célébré la journée du 8 mars aux côtés des agricultrices d'Ignié. Une délégation de quatre femmes employées de LCR, conduite par sa directrice générale adjointe, Dong Baoqin, a remis du matériel permettant aux productrices d'améliorer leurs conditions de travail et de favoriser le transport de leurs récoltes. Outre la remise des kits agricoles, les femmes de LCR ont participé à une activité de planting et d'entretien des plants de manioc, une opportunité de s'immerger dans le quotidien de ces agricultrices. Un moment riche d'enseignements qui a permis de mieux comprendre les réalités du travail de la terre et les défis

rencontrés par les productrices d'Ignié.

Pendant les échanges avec les représentantes de la coopérative des femmes d'Ignié, Dong Baoqin a salué leur détermination, citant un proverbe chinois, «Les femmes portent la moitié du ciel». « À LCR, nous croyons fermement que l'autonomisation des femmes passe par des actions concrètes. C'est pourquoi, nous sommes fières de vous apporter ce soutien matériel, non seulement pour améliorer vos conditions de travail, mais aussi pour valoriser votre rôle essentiel dans l'économie locale », a-t-elle ajouté.

Signalons que l'initiative de LCR s'inscrit dans le cadre



L'équipe de LCR remettant les kits agricoles aux femmes d'Ignié/DR

de la responsabilité sociétale de l'entreprise, en faveur du développement durable et du soutien aux communautés lo-

cales tout au long de la route nationale 1. Des encouragements ont été adressés aux agricultrices du Congo pour

leur résilience, leur travail acharné et leur contribution au développement agricole.

Fiacre Kombo

La Fondation Burotop Iris encourage les femmes à s'affirmer dans le monde

Sous la houlette de Diana Attye, responsable de la Fondation Burotop Iris, et en présence du directeur général, Issa Attye, les femmes évoluant dans les structures affiliées à leur organisation caritative ont été invitées à s'affirmer dans le monde professionnel ainsi que sur l'intelligence émotionnelle.

Plus de deux cents femmes étaient réunies pour la célébration de la 115e Journée internationale des droits des femmes afin de suivre deux exposés thématiques qui les ont encouragées à se rendre compte de leur rôle dans l'entreprise afin de se démarquer. « Cette séance de sensibilisation a pour but de donner de la valeur à la femme, expliquer qu'elle n'est pas seulement là à gérer le ménage. Mais bien au contraire, une femme doit s'affirmer dans la société, elle a la valeur ajoutée, doit apporter son plus », a déclaré Romaine Gangoyi, chargée de communication au sein de Burotop Iris.

La première thématique portant sur « Comment la femme peut s'affirmer dans le monde professionnel ? » a été développée par le coach-expert, Alban Besse, qui a encouragé les femmes à avoir la confiance en elles; à déconstruire les stéréotypes de genre; à développer une image corporelle positive; à s'engager, cultiver la résilience, développer des compé-

tences, poursuivre l'apprentissage; à pratiquer l'affirmation de soi; à être une force de proposition...

En réalité, a-t-elle fait savoir, les femmes sont douées pour diriger et favoriser les relations car elles communiquent davantage, sont empathiques, intuitives et créatives. Elles

peuvent être plus enclines à exprimer des émotions et par conséquent avoir une plus grande expressivité émotionnelle. Elles semblent également avoir une plus grande capacité à verbaliser les émotions, notamment par l'utilisation d'un vocabulaire complexe.

« pas rester statique dans l'entreprise, le fait d'avoir plus de compétences, de les développer. Tout a été à notre avantage. Ce genre de conférence contribue à l'évolution et à l'émancipation de la femme dans la société, car elle nous apprend comment se tenir dans l'entreprise », a

en pratique les connaissances acquises au cours de cette journée de sensibilisation, d'envisager et d'affronter les défis futurs.

Par ailleurs, Fila Rolcha, également participante, a souligné : « A l'occasion de cette master class, j'ai beaucoup appris concernant la femme. On nous a enseigné la manière de contrôler les émotions au foyer, face aux enfants et en milieu professionnel. Pendant l'exposé, on nous a communiqué aussi qu'entant que femme, il faut avoir la confiance en soi, l'estime de soi, la détermination, l'atteinte des objectifs, on ne se limite pas étant que femme ».

Au terme de cette cérémonie, les femmes de Burotop Iris se sont engagées à travailler ensemble pour l'évolution de leur entreprise, tout en mettant en évidence les connaissances acquises. Signalons que pour cette édition, le thème retenu a été : « Droits, autonomisation et chances pour toutes les femmes et les filles déplacées, partout dans le monde ».

Fortuné Ibara



Les femmes de la Fondation Burotop Iris/Adiac

pensent autrement, savent s'y prendre pour convaincre et ressortir le meilleur de leurs équipes.

Par contre, le second thème s'est axé sur l'intelligence émotionnelle. L'orateur a dévelop-

Cette initiative a permis aux femmes de cette structure d'acquérir des connaissances sur les concepts développés. « J'ai énormément appris concernant cette conférence, notamment sur le fait de ne

déclaré Isabelle Dingou, l'une des participantes à cette cérémonie de sensibilisation. Les femmes ont été satisfaites de cette initiative prise par la fondation Burotop Iris. Elles ont promis de mettre



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS)
 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
 Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles au Congo
 « PRODIVAC »
 N° 05/2025/MAEJ/UCJ-PRODIVAC

Pour le Recrutement de l'Expert en Suivi-évaluation du siège de l'Unité de Coordination du Projet.

Secteur : Agriculture

Référence de l'accord de financement: Prêt FAD 2000200004602

N° d'identification du Projet: P-CG-AAG-002

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC ». et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le Recrutement de l'Expert en Suivi-évaluation du siège de l'Unité de Coordination du Projet.

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent essentiellement :
 (i) Organisation de l'établissement de la situation de référence du projet et de l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation ; (ii) Analyse du projet et identification des indicateurs de suivi sur la base du cadre logique élaboré lors de l'évaluation du projet ; (iii) recherche des moyens à mettre en œuvre (équipements, données, informations, etc.) pour la collecte et le suivi des indicateurs ; (iv) définition de l'affectation des ressources pour l'organisation du suivi ; (v) détermination pour chaque indicateur, sur des bases réalistes, le mode de traitement et de la périodicité ; (vi) Elaboration des outils spécifiques de planification et de collecte des données ; (vii) confection de bases de données ; (ix) informatisation des outils de suivi et d'évaluation des impacts ; (x) mise en place, en liaison avec les différents responsables et partenaires, de l'implémentation des programmations du projet en tenant compte de la planification physique, financière et calendaire ; (xi) identification et responsabilisation des centres de décision au niveau du projet ; (xii) Appui aux différents services pour respect des calendriers de travail ; (xiii) Définition des modalités d'appréciation de la performance globale du projet ; (xiv) Interprétation socio-économique des indicateurs de suivi par rapport aux objectifs du projet et évaluation de l'impact du projet ; (xv) formulation et conduite d'enquêtes ; (xvi) procédures relatives aux impacts du projet ; (xvii) organisation et coordination des missions de suivi-évaluation externe, d'audit, de supervision, de revue itinéraire et d'achèvement ; (xviii) organisation des missions de supervision de la BAD ; (xix) Participation en liaison avec le Chargé d'acquisitions, à la préparation des appels d'offres et suivi de la planification, et de la gestion des contrats de biens et services ; (xx) Mise en cohérence de la programmation avec le plan de passation des marchés, en liaison avec le responsable des acquisitions ; (xxi) Coordination du suivi avec les partenaires impliqués et établissement de synergie avec les systèmes de suivi ; (xxii) Fourniture d'informations précises sur le niveau d'exécution du projet, aux membres de la cellule du projet, aux structures impliquées et aux bailleurs de fonds ; (xxiii) Préparation des situations et bilans d'exécution nécessaires à l'établissement des missions de supervision et à la participation aux différentes réunions des comités de suivi et de pilotage ; (xxiv) Assistance au coordonnateur dans le suivi d'exécution sectoriel ; (xxv) Contribution à la promotion de la communication autour des résultats et impacts du projet ; production de documents et tableaux de synthèse ; (xxvi) Représentation du coordonnateur en cas de besoin.

3. La durée du contrat est de douze (12) mois renouvelable, après évaluation de la performance jugée acceptable. Les modalités de paiement sont à discuter en séance de négociation. Le lieu de l'attribution est à Brazzaville au siège du projet.

4. L'Unité de Coordination du projet PRODIVAC, ci-après dénommée « Organe d'Exécution. (OF) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations.

5. composition du dossier: (i) lettre de motivation, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) daté, signé et récent mettant en exergue les prestations similaires et / ou les missions justifiées par les attestations de bonne exécution, et (iii) copies certifiées de diplômes pertinents y compris celles des contrats analogues).

6. Les qualifications, compétences et expériences requises pour ce poste se résument de la manière suivante:

Etre de nationalité congolaise:

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) en Sciences économiques, Sociologie de développement, statistiques, Démographie, Planification Otdomaine équivalent :

- Avoir une expérience professionnelle globale d'au moins quinze (15) ans dans les domaines de qualification dont au moins cinq (05) ans en Suivi-Evaluation dans les programmes et projets de développement financés par les bailleurs de fonds (Banque mondiale, BAD, PIDA, EU etc.);

- Avoir une expérience dans la collecte et l'analyse des données :

- Avoir une connaissance de l'outil informatique standards (Word, Excel, PowerPoint, internet):

Avoir une expérience dans l'utilisation des outils de collecte de données en ligne et la connaissance d'un logiciel de traitement des données (Kobo Collect).

7. Les critères d'éligibilité établis par la liste restreinte la procédure de sélection se feront par comparaison des CV complétés à la politique et au Manuel des Opérations de passation des marchés du groupe de la Banque Africaine de Développement édition d'Octobre 2015, qui sont disponibles sur le site web de la Banque ou à l'adresse <http://www.afdb.org>

8. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessus aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15h00, heure locale (TU+1).

9. Les dossiers de candidature doivent porter la mention « Recrutement de l'Expert en Suivi-évaluation du siège de l'Unité de Coordination du Projet ». être rédigés en français et déposés sous pli fermé à l'adresse ci-dessus mentionnée, au plus tard le 21 mars 2025 à 12h00, Outils de l'Unité de Coordination du Projet en format PDF à l'adresse ci-après :

Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de la Sécurité Alimentaire, Ancien site de l'École du CFCO Bureau de l'Assistante du Directeur de Cabinet, 2e étage MPILA, BRAZZAVILLE Email: cabmaepcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 06 mars 2025

Le Directeur de Cabinet,

 Pascal Robin ONGOKA

ENJEUX POLITIQUES

Eugène Diomi Ndongala rencontre Jean-Marc Kabund

Les deux personnalités de l'opposition congolaise ont fait, le 10 mars à Kinshasa, le tour d'horizon de la situation socio-politique actuelle, notamment la perte d'une partie du territoire national, les solutions à envisager ainsi que la réunification du pays.

Le président de la Démocratie chrétienne (DC), Eugène Diomi Ndongala, et celui du Cap pour le changement (Cach), Jean-Marc Kabund-a-Kabund, ont convenu que la situation que traverse le pays actuellement ne peut être résolue que par une solution politique.

Eugène Diomi Ndongala qui ne s'affiche plus depuis quelque temps a signé un document au nom de son parti, suggérant un dialogue aux Congolais comme solution à la situation présente. Cette figure de proue de la politique congolaise qui a soutenu le combat de Félix Tshisekedi contre les Kabila père et fils a édité ce document de plus de 50 pages intitulé « *Donnons une chance à la paix. Dialogue entre Congolais et signature d'un traité international pour la paix: la seule voie pour résorber la crise politique, socio-économique et sécuritaire en RDC.* »

Dans ce document signé en mai 2024, la DC appelle les Congolais à s'unir autour de l'objectif de la paix. Elle préconise, pour



Eugène Diomi Ndongala et Jean-Marc Kabund/DR

ce fait, l'arbre à palabres africain, sous lequel chacun doit aux exigences de cet exercice qu'ont légué au continent les ancêtres. « *La paix et la sécu-*

rité ont un coût, et le premier coût à payer est l'effacement de son orgueil, de ses privilèges pour le bien-être commun », a souligné cette forma-

tion politique, sous la signature de Diomi Ndongala.

Pour la DC, en effet, « *le seul vainqueur de ce processus de dialogue et d'acceptation de*

la vérité sera le peuple congolais lui-même, qui mérite un présent et un futur meilleurs. Que l'arbre à palabres africain étende ses branches ombrageuses sur les Congolais assoiffés de la paix et de la justice... Unissons-nous, dialoguons et sauvons le Congo », indique ce parti politique de l'opposition.

De Jean-Marc Kabund, on se rappellera qu'il a dirigé l'Union pour la démocratie et le progrès social après la mort d'Étienne Tshisekedi jusqu'à l'amener au pouvoir, avec Félix Tshisekedi. Il a été vice-président de l'Assemblée nationale avant de passer dans l'opposition et de créer son propre parti politique. Après avoir critiqué sévèrement le pouvoir d'où il est venu, il a été arrêté et condamné, en septembre 2023, à sept ans de prison. Au terme de plus de trente mois en prison, il a bénéficié de la grâce présidentielle pour humer l'air de la liberté depuis près de deux semaines déjà.

Lucien Dianzenza

COMMUNIQUE

Le Ministre Thierry Lézin MOUNGALLA,
- Les enfants MOUNGALLA,
- Les familles MOUNGALLA, MOUTSILA,
KIBONGUI-SAMINOU et BANGASSI
- Madame EKONDZA Marie,

Informent les parents, amis et connaissances de Brazzaville et du Congo en général que suite aux funérailles à Rouen de la regrettée **Madame Marthe Félicité MOUNGALLA** décédée à Paris (France) le **18 janvier 2025**, la dernière veillée sera organisée ce **samedi 15 mars 2025**.

La **veillée se tiendra à Brazzaville**, au domicile familial, sis à Mougali, **rue Sibiti n°28**, selon le programme ci-après :

- ◆ **16h00** : Mise en place terminée, réception des invités
- ◆ **16h30 - 23h00**: Veillée
- ◆ **23h00 - 07h00** : animation générale par les groupes religieux et traditionnels
- ◆ **07h00** : **Fin de la veillée**

REPOSE EN PAIX

Felly

APPEL A CANDIDATURE

PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES ARTISANS POUR L'OBTENTION DU LABEL KOLISA

Vous êtes artisan indépendant ou membre d'un regroupement d'artisans (coopératives, associations, ateliers collectifs) ? Participez à notre programme d'accompagnement pour obtenir la certification qualité de vos produits à travers le label **KOLISA** !

Critères d'éligibilité

- Être un artisan ou une entreprise artisanale
- Disposer d'un NIU
- Être âgé de 18 à 40 ans

Secteurs d'activités :
 Agroalimentaire, menuiserie, mécanique, maçonnerie, plomberie, coiffure, couture et coupe, coiffure, restauration.

Zone de mise en oeuvre

- Brazzaville
- Dolisie
- Pointe - Noire
- Owando
- Ouesso

Comment postuler ?

- Remplissez le formulaire en scannant ici
- Soumettez votre dossier : accueilkosala@gmail.com

Date limite : le 26 Mars 2025 à 23h 59

www.figa.cg

accueilkosala@gmail.com
www.kosalapme.com

+242 06 480 86 63
 +242 05 343 63 53



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



SANTÉ

Intensifier la lutte contre le cancer du col de l'utérus

L'un des objectifs de la Couverture santé universelle, programme initié par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, est de garantir l'accès aux soins de santé de qualité à toute la population congolaise en vue de lui assurer une bonne santé et au final réduire sensiblement le taux de mortalité qui demeure élevé au pays.

Parmi les facteurs aggravant le taux de mortalité maternelle et infanto-juvénile, il y a lieu de citer la malnutrition et le cancer du col de l'utérus. L'un touche plus les enfants de moins de 5 ans et l'autre des femmes en âge de procréer. Ces deux fléaux ont été au centre des discussions au cours du forum sur la vaccination et l'éradication de la polio, tenu récemment à Kinshasa sur le thème «Immunisation, nutrition et lutte contre le cancer du col de l'utérus».

L'inclusion de ces deux thématiques dans un forum axé sur la vaccination démontre à suffisance l'intérêt du pays à venir à bout de ces maladies qui, au cours des travaux, ont fait l'objet de la session 6 sur la sous-thématique "Améliorer le statut nutritionnel des enfants en République démocratique du Congo (RDC) et la session 7 « Éliminer le cancer du col de l'utérus ». L'importance de renforcer la riposte contre la malnutrition et d'intensifier la sensibilisation à la lutte contre le cancer du col de l'utérus ont focalisé aussi l'attention des participants au cours des panels sur les défis et solutions de la malnutrition et le rôle de la vaccination pour l'élimination du cancer du col de l'utérus.

Lien entre la vaccination et la nutrition

Dans sa présentation intitulée « La malnutrition, un déterminant majeur dans l'atteinte des objectifs de la vaccination en RDC », le directeur du Programme national de nutrition (Pronanut), le Dr Bruno Bindamba, a reconnu qu'il existe un lien indissociable entre la vaccination et la malnutrition. « La résurgence des maladies augmente le risque de la malnutrition. Celle-ci, à son tour, augmente le risque des infections et compromet l'impact optimal de la vaccination favorisant ainsi une faible couverture vaccinale », a-t-il fait savoir.

Avant tout, il a brossé l'état des lieux de la malnutrition avec des chiffres effarants. « La RDC est citée parmi les pays



Le secrétaire général de la santé, le ministre de la Santé et le vice-Premier ministre de l'Intérieur posant en famille DR

au taux élevé de la malnutrition en Afrique avec un taux de malnutrition chronique estimé à 47,9% en 2023. 8% des enfants souffrent de la malnutrition aiguë. 70% des enfants de 6-59 mois et 61,1% des enfants de 6-36 mois souffrent de la carence en vitamine A et en fer. Selon l'enquête démographique de santé 2024, un taux de prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer est estimé à 52%. Un enfant sur deux souffre de la malnutrition chronique...», a révélé le Dr Bruno Bindamba. Il a souligné que plusieurs facteurs engendrent la malnutrition dont l'insuffisance en quantité et qualité des aliments, l'insalubrité du cadre de vie, l'insécurité alimentaire, la vulnérabilité économique.

Tous ces facteurs ont des conséquences graves sur la santé de l'enfant et sur le développement du pays. « Du fait de ses conséquences socio-économiques néfastes, la malnutrition est un frein à l'essor de la RDC. Un enfant malnutri ne sera pas en mesure de faire face à une quelconque maladie », a expliqué le directeur du Pronanut.

En dépit de ce tableau sombre, il y a des opportunités qui s'offrent au pays pour changer la donne sur le terrain. Pour ce faire, il faudra donc renforcer les deux plateformes, à savoir la consultation prénatale et la consultation post scolaire en

assurant le suivi de la grossesse et de la croissance de l'enfant, la vaccination, la consultation nutritionnelle, le déparasitage et la supplémentation en vitamine A, la prise en charge du paludisme chez la femme enceinte, la distribution de la moustiquaire imprégnée d'insecticide...

La vaccination contre le cancer du col de l'utérus

Une bonne nouvelle pour la RDC qui intégrera dans son système de santé la vaccination contre le cancer du col utérin en 2026. Selon la directrice du Programme national de la santé de reproduction (PNSR), le Dr Anne-Marie Tumba, il est mieux de prévenir cette maladie en vaccinant la cible. Il s'agit des filles âgées de 9 à 14 ans. Quant au dépistage, il concerne les femmes à partir de l'âge de 30 ans et à l'âge de 25 ans pour les femmes vivant avec le VIH. La vaccination, à en croire le Dr Anne-Marie Tumba sera donnée en une seule dose et elle sera gratuite. Pour gagner ce pari, la directrice du PNSR a plaidé pour une sensibilisation tout azimut afin de susciter l'adhésion communautaire dans la prévention pour la vaccination prévue l'année prochaine. Entre temps, elle a estimé qu'il y a des défis à relever, notamment assurer la réglementation et la coordination des activités de lutte contre ce fléau, approvisionner les infrastructures sanitaires

en plateau technique, mobiliser les ressources nécessaires. Elle a également relevé comme autre défi les effectifs et la répartition inéquitable des personnels formés, la disponibilité des outils de collecte des données.

Des performances dans la vaccination contre la polio

Le quatrième forum a permis aussi aux différents experts d'être informés des avancées réalisées dans la mobilisation des fonds et l'implication communautaire dans certaines provinces pour assurer la vaccination des enfants contre la polio. Les provinces de Tanganyika et Nord-Ubangi ont excellé dans la riposte contre la polio. En guise d'encouragement, les deux gouverneurs présents aux travaux ont reçu des trophées des mains du vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Décentralisation et Affaires coutumières, Jacquemain Shabani. « C'est une question de volonté et non des moyens. Nous avons tout fait pour atteindre la couverture vaccinale. Pour cette année, nous avons mobilisé 50 000 dollars. Nous avons aussi un édit... », s'est exprimé le gouverneur de Tanganyika au cours du panel des gouverneurs sur les moyens d'améliorer le programme de vaccination.

« Le plan Mashako a été renforcé au Nord-Ubangi. Cela a permis à la population de

s'approprier la vaccination. La réussite de la vaccination chez nous est due à l'implication de tous les acteurs et à la prise de conscience de la population », a expliqué, pour sa part, le gouverneur du Nord-Ubangi. Par contre, les provinces de Sankuru et de la Tshuapa traînent encore les pieds. Leur score n'a pas été fameux. Selon les deux gouverneurs, leurs provinces font face à plusieurs défis. Néanmoins, ils ont manifesté leur volonté de reticifier le tir.

Avec le maintien des engagements contenus dans la Déclaration de Kinshasa signée par tous les gouverneurs présents au quatrième forum, il est certain de réaliser des prouesses dans la lutte contre l'éradication de la polio. Outre la nécessité et l'urgence de maintenir les engagements en faveur de cette déclaration, le Dr Polydor Mbongani, coordonnateur du Conseil national de la Couverture santé universelle, a souligné l'importance d'accroître le financement du Programme élargi de vaccination avec les ressources domestiques. Rappelons que le quatrième forum sur la vaccination et l'éradication de la polio a été organisé par le ministère de la Santé, en partenariat avec le Conseil national de la Couverture de santé grâce à l'appui des partenaires dont l'Unicef, Path, l'Organisation mondiale de la santé, Bill et Melinda Gates.

Blandine Lusimana



**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS)**

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

**Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo
« PRODIVAC »**

AMI N° 04/2025/MAEP/UCP-PRODIVAC

Pour le Recrutement de huit (08) Chauffeurs pour l'Unité de Coordination du projet et les antennes de Djambala, Kinkala et Madingou, dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux



Secteur : **Agriculture**
Référence de l'accord de financement : **Prêt FAD 2000200004602**
N° d'identification du Projet : **P-CG-A0-002**

- Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le recrutement de **de huit (08) Chauffeurs pour l'Unité de Coordination du projet et les antennes de Djambala, Kinkala et Madingou, dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux.**
- Les services prévus au titre de ce contrat comprennent notamment: (1) Assurer un service de conduite prudente et sûre, (2) Assurer les travaux de coursier de l'UCP et Antennes du PRODIVAC, (3) Utiliser de façon adéquate le véhicule, (4) Remplir le cahier de bord pour tous les déplacements effectués et faire signer le cahier par le superviseur et les passagers autorisés, (5) Veiller à la propriété et au bon fonctionnement du véhicule (vérification permanente des éléments de base, carburant, huile, eau, pneus, essuie-glace, kilométrage...), (6) Effectuer les petites réparations en cas de panne, prendre toutes dispositions pour les grosses réparations et s'assurer que le véhicule est maintenu propre, (7) S'assurer de la disponibilité dans les véhicules des documents et fournitures nécessaires tels que : la carte grise, assurance, kit de premier secours, etc, (8) Tenir une fiche de suivi détaillée et précise des mouvements du véhicule, (9) Conduire les équipes de l'UCP-PRODIVAC et des Antennes dans leurs déplacements officiels à Brazzaville ou dans d'autres localités couvertes par le projet, (10) Assurer les tâches d'appui ponctuel (photocopies, assemblage, reliure etc.), (11) Prendre et déposer à domicile, les consultants dudit projet et (12) S'assurer de la disponibilité des documents suivants : (Assurance du véhicule; documents de bord du véhicule et les orders de mission le cas échéant).
- La durée du contrat est de douze (12) mois renouvelable, après évaluation de la performance jugée acceptable. Les modalités de paiement sont à discuter en séance de négociation. Les lieux d'affectations sont Brazzaville, Djambala, Kinkala et Madingou dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux avec des missions de terrain.

- L'Unité de Coordination du projet PRODIVAC, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier : (i) lettre de motivation, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) daté, signé et récent mettant en exergue les prestations similaires et /ou les missions justifiées par les attestations de bonne exécution, et (iii) copies certifiées de diplômes pertinents y compris celles des contrats analogues).
- Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection se feront par comparaison des CVs conformément à **la politique et au Manuel des Opérations de passage des marchés du Groupe de la Banque Africaine de Développement, édition d'Octobre 2015**, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.
- Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15 h00, heure locale (TU+1).

Les expressions d'intérêt doivent être rédigées en français et déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **24 mars 2025 à 12 h 00, heure locale (TU+1)** et porter expressément la mention suivante : « **AMI N° 04/2025/MAEP/UCP-PRODIVAC : Recrutement de huit (08) Chauffeurs pour l'Unité de Coordination du projet et les antennes de Djambala, Kinkala et Madingou, dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux** », ou transmis par mail en format PDF à l'adresse ci-après :

Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche 129, Avenue Amilcar Cabral, Ancien site de l'École du CFCO Bureau de l'Assistante du Directeur de Cabinet, 2e étage MPILA, BRAZZAVILLE

Email : cabmaepcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 06 mars 2025

Le Directeur de Cabinet



Pascal Robin ONGOKA





**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS)**

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

**Projet de Développement Intégré des Chaines de Valeurs Agricoles au Congo
« PRODIVAC »**

AMI N° 01/2025/MAEP/UCP-PRODIVAC

Pour le recrutement de Trois (03) Chefs d'Antennes pour Djambala, Kinkala et Madingou, dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux ».



Secteur : **Agriculture**
Référence de l'accord de financement : **Prêt FAD 2000200004602**
N° d'identification du Projet : **P-CG-A0-002**

- Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaines de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le recrutement de **Trois (03) Chefs d'Antennes pour Djambala, Kinkala et Madingou dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux.**
- Les services prévus au titre de ce contrat comprennent notamment : (1) Coordonner, orienter et suivre les activités mises en œuvre par le Projet dans le cadre de l'exécution du programme de travail et Budget Annuel en liaison avec tous les membres du personnel de l'UCP; (2) Contribuer à l'élaboration du programme de travail et Budget Annuel du projet, (3) S'assurer de l'exécution efficace des budgets alloués aux activités ; (4) Participer aux campagnes de sensibilisation des populations cibles sur les activités du Projet dans le département ; (5) Appuyer les Directions départementales concernées, dans la planification et l'exécution des activités du projet ; (6) Assurer l'évaluation des conventions et des contrats de performance des prestataires de services locaux ; (7) Superviser en relation avec le bureau de contrôle, les réceptions partielles des travaux ; (8) Participer aux réceptions provisoires et définitives des travaux conjointement avec les bénéficiaires et les autorités départementales ; (9) Participer et appuyer les missions d'appui technique, de supervision et de la revue à mi-parcours ; (10) Maintenir des relations étroites au niveau local avec les responsables administratifs et les élus locaux, les organisations de base, les ONG et les projets intervenant dans la zone du Projet ; (11) Assurer le développement des synergies et partenariats à l'échelle de leur zone d'intervention ; (12) Produire des rapports d'activités mensuels, trimestriels, semestriels et annuels.
- La durée du contrat est de douze (12) mois renouvelable, après évaluation de la performance jugée acceptable. Les modalités de paiement sont à discuter en séance de négociation. Les lieux d'affectations sont soit Djambala dans le département de la Bouenza, soit Kinkala dans le département du Pool et soit Madingou dans le département des Plateaux.
- L'Unité de Coordination du projet PRODIVAC, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier : (i) lettre de motivation, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) daté, signé et récent mettant en exergue les prestations similaires et /ou les missions justifiées par les attestations de bonne exécution, et (iii) copies certifiées de diplômes pertinents y compris celles des contrats analogues).
- Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection se feront par comparaison des CVs conformément à **la politique et au Manuel des Opérations de passage des marchés du Groupe de la Banque Africaine de Développement, édition d'Octobre 2015**, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.
- Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15 h00, heure locale (TU+1).
- Les expressions d'intérêt doivent être rédigées en français et déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **24 mars 2025 à 12 h 00, heure locale (TU+1)** et porter expressément la mention suivante : « **AMI N° 01/2025/MAEP/UCP-PRODIVAC : Recrutement de Trois (03) Chefs d'Antennes pour Djambala, Kinkala et Madingou dans les Départements de la Bouenza, des Plateaux et du Pool** », ou transmis par mail en format PDF à l'adresse ci-après :

Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche 129, Avenue Amilcar Cabral, Ancien site de l'École du CFCO Bureau de l'Assistante du Directeur de Cabinet, 2e étage MPILA, BRAZZAVILLE

Email : cabmaepcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 06 mars 2025

Le Directeur de Cabinet



Pascal Robin ONGOKA



VACCINATION

L'OMS offre du matériel de transport

La dotation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), constituée de quinze motos, quinze pick-up, soixante-dix-neuf pirogues, dix hors-bord et deux canots rapides d'une valeur estimée à 255 000 dollars américains, a été réceptionnée par le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale, le Dr Samuel-Roger Kamba.

L'appui de l'OMS s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la couverture vaccinale des enfants en République démocratique du Congo (RDC) car, il a été prouvé qu'en dépit des efforts consentis par le gouvernement et ses partenaires pour assurer une couverture maximale de la vaccination, le nombre des enfants dits de zéro dose persiste. Ce qui empêche l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre de la vaccination.

«À ce jour, de nombreux enfants en RDC n'ont reçu qu'une seule dose de vaccin et un grand nombre n'a jamais été vacciné. Cela conduit à des décès dus aux maladies évitables par la vaccination», a déclaré le ministre de la Santé. Rappelons que lors de la quatrième édition du forum sur la vaccination et l'éradication de



Remise d'un échantillon du don DR

la poliomyélite, tenue récemment à Kinshasa, les difficultés d'accès à certaines zones, notamment maritimes, ont

été identifiées comme faisant partie des causes de cette situation. Le don reçu par le ministère de la Santé répond

directement à ce besoin.

Le ministre de la Santé ainsi que le directeur de l'OMS ont souligné que cette aide

permettra d'améliorer la couverture vaccinale en RDC, en atteignant les régions les plus reculées et difficilement accessibles. Ce qui entraînera une réduction significative du taux de mortalité infantile dans les mois et années à venir. L'OMS se chargera également du transport de ces équipements vers son lieu d'affectation, selon le calendrier et la répartition établie par le Programme élargi de vaccination.

Le ministre Samuel-Roger Bamba a assuré que le gouvernement «veillera à ce que ces ressources soient gérées de manière efficace d'autant plus qu'elles permettent d'atteindre l'une de ses priorités en matière de santé selon ce que le veut le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, et la Première ministre, Judith Suminwa.

Blandine Lusimana

LIVRE

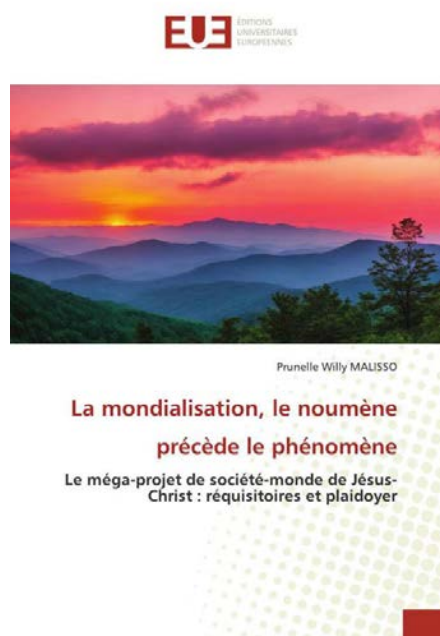
« La mondialisation, le noumène précède le phénomène » de Willy Prunelle Malisso

Journaliste, éditeur, enseignant à l'université, chercheur et pasteur chrétien, Willy Prunelle Malisso est auteur de l'ouvrage « La mondialisation, le noumène précède le phénomène ». A la couverture de l'ouvrage, l'auteur ajoute également le sous-titre : « Le méga-projet de société-monde de Jésus Christ : réquisitoires et plaidoyer ».

Publié aux Editions universitaires européennes, l'essai de 244 pages traduit en anglais, italien, allemand, espagnol, portugais et en russe, est une étude interdisciplinaire incluant une dimension spirituelle. Le Pr Arthur Yenga, l'un des préfaciers de l'ouvrage, écrit ceci à propos : « *L'exercice que m'a confié l'auteur de cet ouvrage comporte une triple exigence : théologique, philosophique et communicationnelle... L'auteur met en exergue l'innovation de son approche... Aucun scientifique, à la lumière du niveau de nos investigations, n'a eu à défricher jusque-là de façon frontale la dimension nouménale de la mondialisation* ».

A l'endos du livre, on peut lire ceci : « S'inspirant du philosophe Emmanuel Kant qui oppose « phénomène » au « noumène », l'auteur décrypte la mondialisation plutôt comme noumène. Ce qui justifie sa démarche qu'il qualifie de « rupture ». Aussi, l'auteur discerne en la mondialisation

le méga-projet de société-monde du créateur-Dieu en faveur de tous les humains à l'échelle mondiale et pérenne. L'auteur scrute ses perspectives et options axiologiques, ses homogénéisations psycho-spirituelles alternatives ainsi que ses enjeux logés à cents lieues de la démarche rationaliste. L'auteur l'explique, la Bible grandement ouverte, au-travers du paradigme du sociologue américain Lasswell (Harold DWIGHT). Il répond ainsi aux « qui, quoi, pourquoi, comment, quand et où » de la mondialisation nouménale. De même qu'il tente de répondre au questionnement du sociologue Daniel Mercure ; celle de savoir : « Vers quel but tend la mondialisation ? ». L'auteur y tire le concept de l'idéal christique de perfection psycho-spirituelle et son processus centrifuge qu'il a expliqué. Ce qui a fait place aux réquisitoires contre le rationalisme et le christianisme factice ainsi qu'au plaidoyer



en faveur de cet idéal christique ».

Lors d'une interview en lingua à Voix de l'Amérique, Willy Prunelle Malisso certifie à propos du livre que c'est une inspiration venue de l'éternel qui l'a instruit d'écrire des livres. Et il explique : « Déjà en 1995, j'étais plongé dans des recherches, et le Seigneur m'a convaincu et conduit, sous son inspiration et l'impulsion du

Saint Esprit, non seulement dans les recherches scientifiques, mais dans la lecture biblique. Et en lisant profondément la Bible, je me suis rendu compte des perspectives. La religion chrétienne, le Christianisme, a des perspectives mondialistes. Beaucoup d'auteurs en ont parlé. Et quand j'ai vérifié dans la Bible, j'ai remarqué ce que je nomme "homogénéisation psycho-spirituelle". Quant Christ parle d'un même Esprit, une même pensée, j'ai compris que c'est à l'échelle mondiale. C'est donc un projet que Dieu a mis en place pour que l'homme atteigne la stature parfaite du Christ dans la Bible, et que j'appelle "Idéal christique de la perfection psycho-spirituelle" ».


Et de souligner : « *Et le but ultime que les chrétiens semblent ignorer, pourtant ancré dans la bible, c'est la perfection, la bible parle de la stature parfaite de Christ. Dans l'épître de Paul aux Ephésiens, il est écrit que Dieu a établi les uns comme*

apôtres, prophètes, évangélistes, docteurs pour le perfectionnement des saints, en vue d'atteindre la stature parfaite de Christ, ce que j'appelle l'idéal christique de la perfection psycho-spirituelle, parce que Dieu met un accent particulier d'abord sur la dimension spirituelle, c'est ainsi qu'il est écrit "cherchez d'abord le Royaume de Dieu" ; c'est le spirituel qui est à la base de tout dans ce monde ».

L'auteur...

Journaliste et éditeur de formation, Prunelle Willy Malisso est du reste chercheur, bibliciste, exégète, enseignant et pasteur. Il prépare sa thèse de doctorat dont la thématique se trouve à cheval entre la communication, maillon des sciences sociales, et l'exégèse biblique. Il est aussi l'auteur du livre « La dernière tentation : l'aboutissement de la mondialisation spirituelle », publié aux Editions Oasis en France, en 2016, en version française et anglaise.

Martin Engimo




AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles au Congo

« PRODIVAC »

AMI N° 03/MAEP/UCP-PRODIVAC 2025

Pour le Recrutement de Trois (03) Assistants (es) Administratif et Financier pour les antennes de Djambala, Kinkala et Madingou, dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux.

- Secteur : **Agriculture**
- Référence de l'accord de financement : **Prêt FAD 2000200004602**
- N° d'identification du Projet : **P-CG-A0-002**

- Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaînes de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le recrutement de **Trois (03) Assistants (es) Administratif et Financier pour les antennes de Djambala, Kinkala et Madingou, dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux.**
- Les services prévus au titre de ce contrat comprennent notamment : (1) Assurer la gestion du personnel (gestion des permissions, gestion des congés administratifs, gestion des congés maladies...); (2) Elaborer et assurer le suivi du planning des congés; (3) Assurer le suivi des contrats du personnel; (4) Tenir et mettre à jour les dossiers individuels du personnel du projet; (5) Assurer la gestion des temps de présence et le suivi des feuilles de présence journalière; (6) Assurer la bonne gestion des véhicules du projet; (7) Suivre les fiches d'utilisation des véhicules; (8) Assurer les opérations de gestion du carburant et de détention des bons de valeurs; (9) S'assurer de la bonne tenue du Logbook des véhicules de leurs antennes; (10) Veiller au réapprovisionnement des véhicules en carburant; (11) Veiller à l'entretien et aux réparations des véhicules; (12) Tenir à jour les fiches d'entretien des véhicules; (13) Gérer les approvisionnements et le stock des matériels et fournitures du projet; (14) Assurer la vérification de la conformité des biens et services reçus avec les spécifications du marché ou de la commande; (15) Tenir à jour le fichier d'inventaire du stock des matériels et fournitures du projet; (16) Produire le rapport trimestriel des fournitures de bureau et autres matériels; (17) Assurer la gestion du patrimoine du projet; (18) Tenir à jour le registre du patrimoine du projet; (19) Assurer le suivi des biens immobiliers et mobiliers mis à la disposition des entités du projet; (20) Assurer un appui logistique dans l'organisation des missions, des séminaires et ateliers organisés par le projet. (Préparer les documents de paiements (ordres de paiements, bons de commandes, chèques, ordres de virements...) en faveur des prestataires du projet; (21) Assurer la remise des titres de paiements au personnel, aux fournisseurs et à la banque; (22) Assurer la gestion de la caisse des menues dépenses dans le respect du plafond de caisse, de la dépense maximale à effectuer par caisse et du seuil de réapprovisionnement; (23) Veiller à la tenue correcte et régulière du brouillard de caisse, à l'exactitude de l'encaisse à tout moment; (24) Assurer le contrôle de l'éligibilité des dépenses


par caisse, leur justification correcte et exhaustive; (23) Préparer les réapprovisionnements de la caisse et les retraits auprès de la banque; (24) Etablir les arrêtés mensuels de caisse; (25) Mettre en place un système de classement et d'archivage des pièces comptables; (26) Contribuer à l'élaboration des rapports financiers périodiques (trimestriels et annuels), (27) Exécuter toutes autres tâches demandées par la hiérarchie dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

- La durée du contrat est de douze (12) mois renouvelable, après évaluation de la performance jugée acceptable. Les modalités de paiement sont à discuter en séance de négociation. Les lieux d'affectations sont soit Djambala, soit Kinkala et soit Madingou dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux avec des missions à l'intérieur du Département et à Brazzaville au siège du projet.
- L'Unité de Coordination du projet PRODIVAC, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier : (i) lettre de motivation, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) daté, signé et récent mettant en exergue les prestations similaires et /ou les missions justifiées par les attestations de bonne exécution, et (iii) copies certifiées de diplômes pertinents y compris celles des contrats analogues).
- Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection se feront par comparaison des CVs conformément à la **politique et au Manuel des Opérations de passation des marchés du Groupe de la Banque Africaine de Développement, édition d'Octobre 2015**, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.
- Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15 h00, heure locale (TU+1).
- Les expressions d'intérêt doivent être rédigées en français et déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **24 mars 2025 à 12 h 00, heure locale (TU+1)** et porter expressément la mention suivante : « **AMI N° 03/MAEP/UCP-PRODIVAC 2025 : Recrutement de Trois (03) Assistants (es) Administratif et Financier pour les antennes de Djambala, Kinkala et Madingou dans les Départements de la Bouenza, des Plateaux et du Pool** » ou transmis par mail en **format PDF** à l'adresse ci-après :

Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche 129, Avenue Amilcar Cabral, Ancien site de l'École du CFCO Bureau de l'Assistante du Directeur de Cabinet, 2e étage MPILA, BRAZZAVILLE

Email : cabmaepcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville le, 06 mars 2025

Le Directeur de Cabinet,

Pascal Robin ONGOKA




AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUELS)

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE
Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles au Congo

« PRODIVAC »

AMI N° 02/2025/MAEP/UCP-PRODIVAC

Pour le recrutement de trois (3) Assistants(es) en Suivi-évaluation des Antennes départementales des Plateaux, du Pool et de la Bouenza au profit du PRODIVAC

- Secteur : **Agriculture**
- Référence de l'accord de financement : **Prêt FAD 2000200004602**
- N° d'identification du Projet : **P-CG-A0-002**

- Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet de Développement Intégré des Chaînes de valeurs Agricoles au Congo « PRODIVAC », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le recrutement de **Trois (03) Assistants (es) en Suivi-évaluation pour les antennes de Djambala, Kinkala et Madingou, dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux.**
- Les services prévus au titre de ce contrat comprennent notamment : (1) Organiser et contribuer à l'établissement d'un diagnostic et de la situation de référence du projet; (2) Participer à l'élaboration et au suivi du Plan de travail et Budget annuel du projet; (3) Participer à l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation; (4) Contribuer à l'identification et à l'analyse des indicateurs de suivi sur la base du cadre logique consigné dans le Rapport d'évaluation du projet; (5) Contribuer à la mise en place des outils pour la collecte et le suivi des indicateurs; (6) Participer à la détermination de l'affectation des ressources pour l'organisation du suivi en déterminant pour chaque indicateur et sur des bases réalistes, le mode de traitement et la périodicité; (7) Participer à la préparation et au suivi du Plan de Passation des Marchés; (8) Participer à l'organisation des ateliers de planification et d'évaluation des activités du projet; (9) Élaborer et mise à jour régulière du tableau de bord technique, financier et de contrôle de gestion du projet en rapport avec les autres membres de l'équipe de projet; (10) Participer à l'appui aux différents services pour le respect des calendriers de travail; (11) participer à la définition des modalités d'appréciation de la performance globale du projet; (12) participer à l'interprétation des indicateurs socio-économiques de suivi par rapport aux objectifs du projet et évaluation de l'impact du projet; (13) Participer aux missions de suivi-évaluation, d'audit, de supervision, de revue à mi-parcours et d'achèvement; (14) Contribuer à la promotion de la communication autour des résultats et impacts du projet; (15) Participer au suivi et l'établissement de la synergie avec les systèmes de suivi avec les partenaires impliqués; (16) Participer à la collecte de l'information environnementale et sociale relatives aux activités du projet; (17) Participer à

la mise en place et à l'opérationnalisation du mécanisme de gestion des plaintes (MGP); (17) Contribuer à la rédaction des rapports trimestriels, semestriels et annuels des activités du projet.

- La durée du contrat est de douze (12) mois renouvelable, après évaluation de la performance jugée acceptable. Les modalités de paiement sont à discuter en séance de négociation. Les lieux d'affectations sont soit Djambala, soit Kinkala soit Madingou dans les Départements de la Bouenza, du Pool et des Plateaux avec des missions à l'intérieur du Département et à Brazzaville au siège du projet.
- L'Unité de Coordination du projet PRODIVAC, ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution, (OE) en sigle » invite les consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (composition du dossier : (i) lettre de motivation, datée et signée, (ii) Curriculum-Vitae (CV) daté, signé et récent mettant en exergue les prestations similaires et /ou les missions justifiées par les attestations de bonne exécution, et (iii) les copies certifiées de diplômes pertinents y compris celles des contrats analogues).
- Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection se feront par comparaison des CVs conformément à la **politique et au Manuel des Opérations de passation des marchés du Groupe de la Banque Africaine de Développement, édition d'Octobre 2015**, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.
- Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (notamment sur les Termes de références) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux jours et heures d'ouverture des bureaux suivantes : de lundi à vendredi, de 09h00 à 15 h00, heure locale (TU+1).
- Les expressions d'intérêt doivent être rédigées en français et déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **24 mars 2025 à 12 h 00, heure locale (TU+1)** et porter expressément la mention suivante : « **AMI N° 02/2025/MAEP/UCP-PRODIVAC : Recrutement de Trois (03) Assistants (es) en Suivi-évaluation pour les antennes de Djambala, Kinkala et Madingou dans les Départements de la Bouenza, des Plateaux et du Pool** », ou transmis par mail en **format PDF** à l'adresse ci-après :

Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche 129, Avenue Amilcar Cabral, Ancien site de l'École du CFCO Bureau de l'Assistante du Directeur de Cabinet, 2e étage MPILA, BRAZZAVILLE

Email : cabmaepcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville le, 06 mars 2025

Le Directeur de Cabinet,

Pascal Robin ONGOKA

8 MARS 2025

L'Ajid réunit les femmes autour du nzango

Une sensibilisation à la loi Mouebara et un mini-tournoi de nzango ont été au menu des réjouissances des femmes du sixième arrondissement de Pointe-Noire, Ngoyo, le 8 mars à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Ce, en présence de Junior Ibara, président d'honneur de l'association éponyme.

Femme active et engagée dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, Bernadette Bephangayahu, présidente de Solidarité, disponibilité des œuvres sociales, a fait une sensibilisation à l'endroit des femmes sur la loi n° 19-2022 dite loi Mouebara, du 4 mai 2022, portant lutte contre les violences faites aux femmes en République du Congo. Les différents types de violences et les peines qu'en courent les auteurs ont été les principaux axes de sa communication étayée d'exemples et de cas palpables rencontrés et vécus en société.

Exhortant les femmes à briser la loi du silence en dénonçant les violences subies devant des juridictions et des autorités compétentes, l'oratrice veut que les femmes adoptent désormais des comportements nouveaux et des attitudes courageuses « *Ce n'est qu'en dénonçant les violences que nous pouvons y en mettre un*



Junior Ibara remettant la coupe à la capitaine de l'équipe Pajodi/Adiac

terme », est-elle convaincue. Dénommé Challenge loi Mouebara, le mini-tournoi de nzango a réuni les équipes de l'association les Amis de Junior Ibara pour le développement (Ajid),

Femmes sociales, UJR sport nzango et Pajodi. La finale qui a opposé UJR sport nzango à Pajodi a été remportée par cette dernière sur le score de 42 à 32. Une compétition qui a per-

mis aux femmes et aux filles pratiquant le nzango de raffermir leurs liens à travers ce sport, facteur d'unification des peuples. Ainsi, dans un élan d'amitié et de solidarité, les

femmes de Ngoyo ont célébré le 8 mars en mettant en avant le credo « Tous unis pour la défense des droits des femmes ». Si la coupe mise en compétition est revenue à l'équipe de Pajodi, les autres formations ont également reçu des récompenses diverses.

Signalons que l'association Ajid veut susciter et promouvoir l'amitié, la fraternité et la solidarité entre les membres, entreprendre toute activité qui concourt au bien-être social des membres, soutenir et accompagner la vision de Junior Ibara, promouvoir la formation et la rééducation de la couche juvénile, octroyer l'aide sociale à la population démunie, participer à l'assainissement de l'arrondissement 6 Ngoyo, protéger l'enfant et la femme, lutter contre les maladies sexuellement transmissibles, épidémiques et pandémiques, œuvrer pour la promotion culturelle...

Hervé Brice Mampouya

SPORT BOULES

La ligue départementale de Pointe-Noire-Kouilou tient son conseil inaugural

Une semaine après l'élection du président Christian Kader Mongo à la tête de la ligue interdépartementale de pétanque de Pointe-Noire-Kouilou, cette instance a organisé, le 9 mars dans la salle des mariages de la mairie centrale, son conseil inaugural en présence de Joseph Biangou Ndinga, directeur départemental des Sports et de l'Education physique.

La présentation du nouveau bureau exécutif de la ligue départementale de pétanque Pointe-Noire-Kouilou, l'examen et l'adoption des documents fondamentaux de travail, la présentation du programme d'activités ont été les principaux points examinés par les conseillers issus de tous les clubs affi-

liés à ladite ligue. « Les outils et documents de travail que vous allez adopter vont constituer une véritable boussole qui va tracer la voix de toutes les autres activités que la ligue organisera », a dit Joseph Biangou Ndinga en ouvrant les travaux.

Sous la direction de Christian Kader

Mongo, président interdépartemental qui avait à ses côtés July Régis Loubota, le premier vice-président, les conseillers ont suivi les orientations de la Fédération congolaise de sports boules contenues dans le nouveau Code du sport en République du Congo. Ils ont été également informés du calendrier des activités à venir suivant le chronogramme établi par la fédération qui prévoit, entre autres, l'organisation par les ligues du championnat départemental, de la coupe de la ligue et des compétitions de tirs de précision.

Des informations ont également été données lors des travaux sur l'ouverture de la période des transferts, les modalités de participation aux compétitions départementales... A ces compétitions s'ajoutent celles nationales, à savoir le championnat national et la coupe du Congo qui aura lieu cette année le 15 août, à Oyo, dans le département de la Cuvette. « Les travaux qui ont eu lieu dans un climat responsable et serein augurent des lendemains meilleurs pour la pétanque dans notre département. Je suis convaincu qu'après l'élection brillante du président de la ligue, il y

a une semaine, avec le dynamisme de son staff dirigeant, vous saurez trouver les ressources pour mieux piloter la ligue pour qu'elle soit une des ligues les plus actives du département », a souhaité le directeur départemental des Sports, Joseph Biangou Ndinga, en clôturant les travaux.

Composition du bureau exécutif de la ligue départementale de pétanque

Président : Christian Kader Mongo

1er vice-président : July Régis Loubota

2e vice-président : Lilian Loubassou

Secrétaire général : Franck Sita

Secrétaire général adjoint : Arnaud Pouiti

Trésorier général : Emery Destin Ignoumba

Trésorier général adjoint : Gracia Mbouaka

Directeur technique : Jufrid Taty

Membres : Sylvestre Taty, Brel Tchitombi, Jonathan Souka, ClaverLoko, Garcia

Commission de contrôle et de vérification

Président : Joël Moulouri

Rapporteur : Johann Ngassaky Ibata

Membre : Michel Moraldy Ngoma

H.B.M.



Les participants au conseil inaugural/Adiac



Les enfants et la veuve Atipo, les familles Obami, Mongo et parents, informent les amis et connaissances du décès de leur père, epoux, frère et oncle, Alphonse Atipo alias « Athis », survenu le 2 mars à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au numéro 7 de la rue Lessia à Nkombo (Rfce: arrêt station Total, du côté du supermarché Mama Dina). La date de l'inhumation sera publiée ultérieurement.

**PROGRAMME DES OBSÈQUES DE MONSIEUR
BÉNI FRIED HEVEN BININGA THYTY**
Décédé le lundi 03 Mars 2025 à Paris en France
Il nous a quitté pour rejoindre la lumière éternelle.
A PARIS EN FRANCE

VENDREDI 14 MARS 2025

- 13h30 à 14h30: Mise en bière dans la stricte intimité familiale
- 18h à l'aube: Veillée mortuaire au 146 rue Léon Geoffroy, 94400 Vitry - Sur - Seine, Salons Emirates
- Gares de proximité: Choisy le Roi, RER C (bus 182) et les Ardoines RER C (bus 182) arrêt Léon Geoffroy

DIMANCHE 16 MARS 2025

- 9h45: Départ pour Brazzaville par le vol Air France

A BRAZZAVILLE AU CONGO

- 17h30 : Arrivée et accueil à l'Aéroport International Maya-Maya de Brazzaville
- 18h30: Départ pour la morgue municipale de Brazzaville

LUNDI 17 MARS 2025

- 18h à l'aube : Veillée mortuaire à la résidence familiale, sise Avenue Père Bressieux Cathédrale (non loin de l'hôtel Léon) Centre-Ville

MARDI 18 MARS 2025

- 9h: Levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville
- 10h: Arrivée à la résidence familiale et installation
- 11h: Office religieux au lieu de la veillée
- 14h: Départ pour le cimetière du Centre-Ville
- Inhumation
- Retour à la résidence

Fin du programme

La douleur de l'avoir perdu ne doit pas nous faire oublier le bonheur de l'avoir connu.

FÉVRIER 1936 - MARS 2025
BABINGUI NIONGO ALBERTINE

Communiqué Nécrologique

**LE MINISTRE D'ÉTAT CLAUDE ALPHONSE NSILOU
LA FAMILLE KAHOUNGA**

Les Enfants: NKODIA Chérubin, KODIA Emile, KODIA Marie Chantal

**MALANDA Auzone, MALANDA Blandine, MALANDA Guylène,
MALANDA Ruphin, MALANDA Josiane**

**MALANDA Guy Raymond, MALANDA NGOLET Ginette,
MALANDA Edith, MALANDA Yolande
ET LES PETITS ENFANTS**

Ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances du Congo, du Gabon, de France et d'ailleurs, le décès de leur mère, tante, soeur et grand mère, Madame **BABINGUI NIONGO Albertine (Veuve KODIA)** Survenu le Mercredi 05 Mars 2025 à Pointe-Noire.

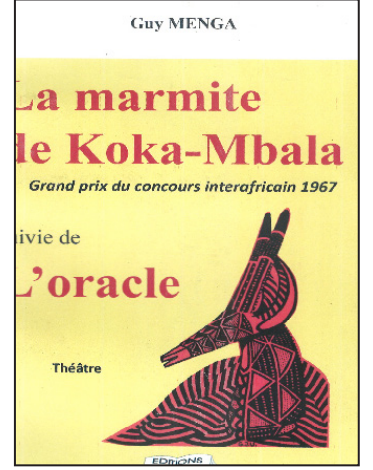
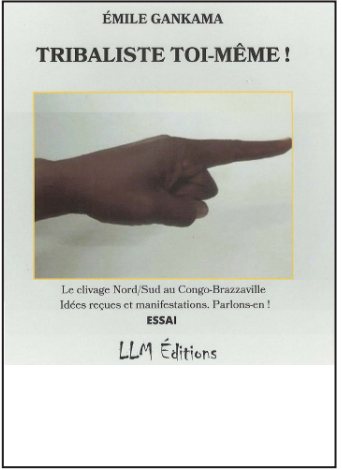
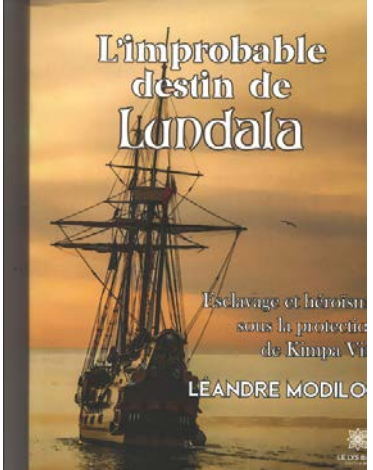
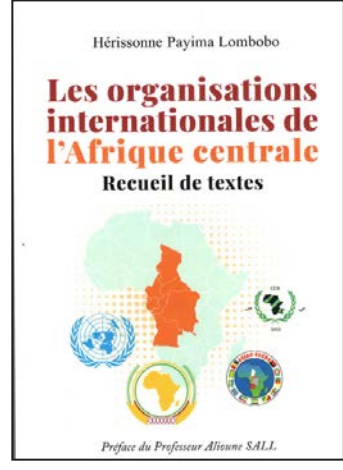
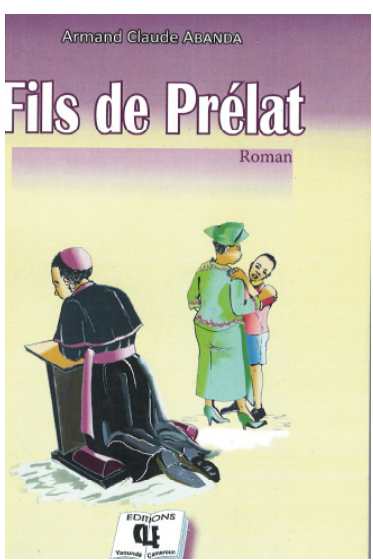
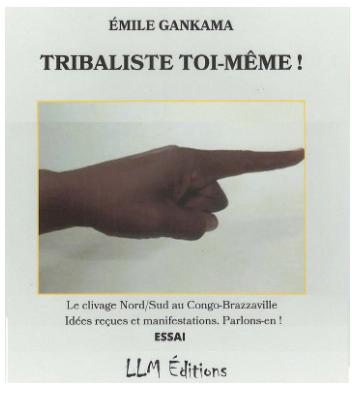
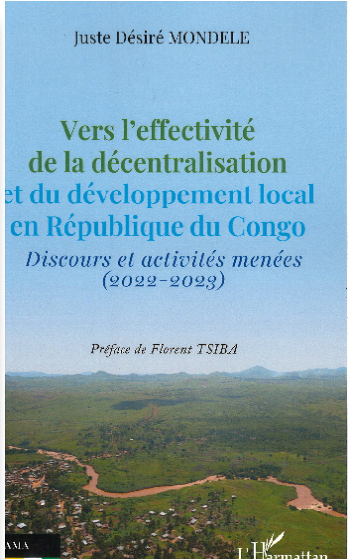
Les veillées mortuaires se tiennent:

Pour Brazzaville, au 972 de la rue Mandjomo au Plateau des 15ans

Pour Pointe-Noire, au 02 rue Reine Ngalifourou à Tié Tié (derrière le PSP)

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement

EN VENTE



8 MARS 2025

Les travailleuses de la SAT exhortées à s'associer à la lutte contre les inégalités

À l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, celles de la Société africaine des transports (SAT) ont organisé, le 8 mars, une sensibilisation à leurs droits autour d'un repas d'amitié et de fraternité.

Responsable des ressources humaines à SAT Congo, Laurette Yala a d'emblée fait un rappel panoramique du monde actuel marqué par la confrontation, la fragmentation, la peur et surtout l'inégalité. « Nous ressentons toutes et tous ce retour en arrière. Nos valeurs et nos principes n'ont jamais été autant remis en question qu'aujourd'hui. Nous remercions les dirigeants de notre cher pays le Congo en général et ceux du Groupe Trad en particulier d'avoir mis leur énergie au service de cette lutte, de la cause des droits des femmes, de l'égalité des genres et nous vous remercions toutes et tous de vous joindre à nous pour contrer la tendance », a-t-elle dit.

Cette année, la Journée internationale des droits des femmes invite à investir en leur



Les femmes de la SAT Congo/Adiac

faveur ainsi qu'à celle des filles et à accélérer les progrès pour toutes et tous. D'où le thème « Droits, égalité et autonomisation pour toutes les femmes et

toutes les filles », a-t-elle poursuivi. « Ce n'est qu'à travers cet investissement que nous relèverons les défis auxquels nous sommes confrontés,

qu'ils soient liés à l'économie, aux conflits, au climat. Investir dans les femmes et les filles est incontestablement le meilleur moyen d'atteindre

les objectifs de développement durable, de paix et de sécurité », a ajouté la directrice des ressources humaines de SAT Congo.

Selon elle, plus les femmes sont autonomes, plus les économies se développent; plus les femmes sont présentées de manière égale au sein des gouvernements, plus la gouvernance prospère. Plus les femmes sont libres de vivre leur vie sans menace perpétuelle de subir des violences, plus leurs familles s'épanouissent et plus les entreprises en profitent, plus les femmes interviennent dans le processus de paix, plus la paix se construit durablement et rapidement.

Un karaoké improvisé des femmes de SAT Congo accompagnant la dégustation et le repas ont mis fin à l'activité.

Hervé Brice Mampouya

Une marche citoyenne a marqué l'événement

Pendant que Djambala, chef-lieu du département des Plateaux, a abrité les festivités du 8 mars en présence de la première dame, Antoinette Sassou N'Guessou, le département de Pointe-Noire n'est pas resté en marge de l'événement. Une marche citoyenne a couronné cette journée suivie d'une déclaration de la femme de cette ville faite par la directrice de l'Intégration de la femme au développement, Magalie Fouty Ntchiapi.

La marche citoyenne a regroupé les femmes des administrations publique et privée, des entreprises, des partis politiques, des confessions religieuses, des organisations non gouvernementales et associations. Sur une distance de près de cinq

kilomètres, elle est partie du rond-point de la paix encore appelé Kassaï pour chuter à l'Hôtel de la préfecture.

Mobilisées massivement à cet effet, les Ponténégrines ont marché avec enthousiasme dans une ambiance bon enfant. « Nous mar-

chons pour prouver que les femmes sont combattantes et vaillantes et toujours déterminées à poursuivre notre objectif de l'égalité à 50/50 », a indiqué Laure Ntsiba, membre de l'association des femmes vaillantes.

Arrivée à la préfecture après

une demi-heure de marche, la directrice départementale de l'Intégration de la femme au développement, Magalie Fouty Ntchiapi, a fait une déclaration en présence du secrétaire général du département, Jean Pascal Koumba. « Bien que les événements officiels marquant la 115^e Journée internationale de la femme se déroulent à Djambala, dans le département des Plateaux, notre engagement à Pointe-Noire est tout aussi fort. Nous unissons nos voix et nos cœurs à l'échelle nationale pour que l'égalité des droits soit une réalité partagée avec tous ».

Elle a souligné que le thème international de la Journée, « Pour toutes les femmes et les filles : droits, égalité et autonomisation », incite à une action collective pour un monde plus juste où chaque femme et chaque

filles d'où elles viennent puissent se tenir fièrement, libres et égales en droit. Cependant, le thème national, « Femme congolaise face aux enjeux d'autonomisation » rappelle l'importance de faire en sorte que chaque Congolaise trouve sa place dans la société. Ce processus d'autonomisation ne se limite pas à des lois, il exige des actions concrètes et durables, a précisé Magalie Fouty Ntchiapi.

Prenant la parole à son tour, Jean Pascal Koumba a félicité les femmes qui ont marché à l'unisson, du rond-point Kassaï à l'esplanade de l'hôtel Otina afin de déposer leur déclaration. « C'est ainsi qu'au nom du préfet, Alexandre Honoré Paka, je prends acte de cette déclaration », a-t-il dit avant de souhaiter bonne fête à toutes les femmes.

Charlem Léa Itoua



La marche citoyenne/Adiac

BEAC

De nouvelles pièces de monnaie présentées à Denis Sassou N'Guesso

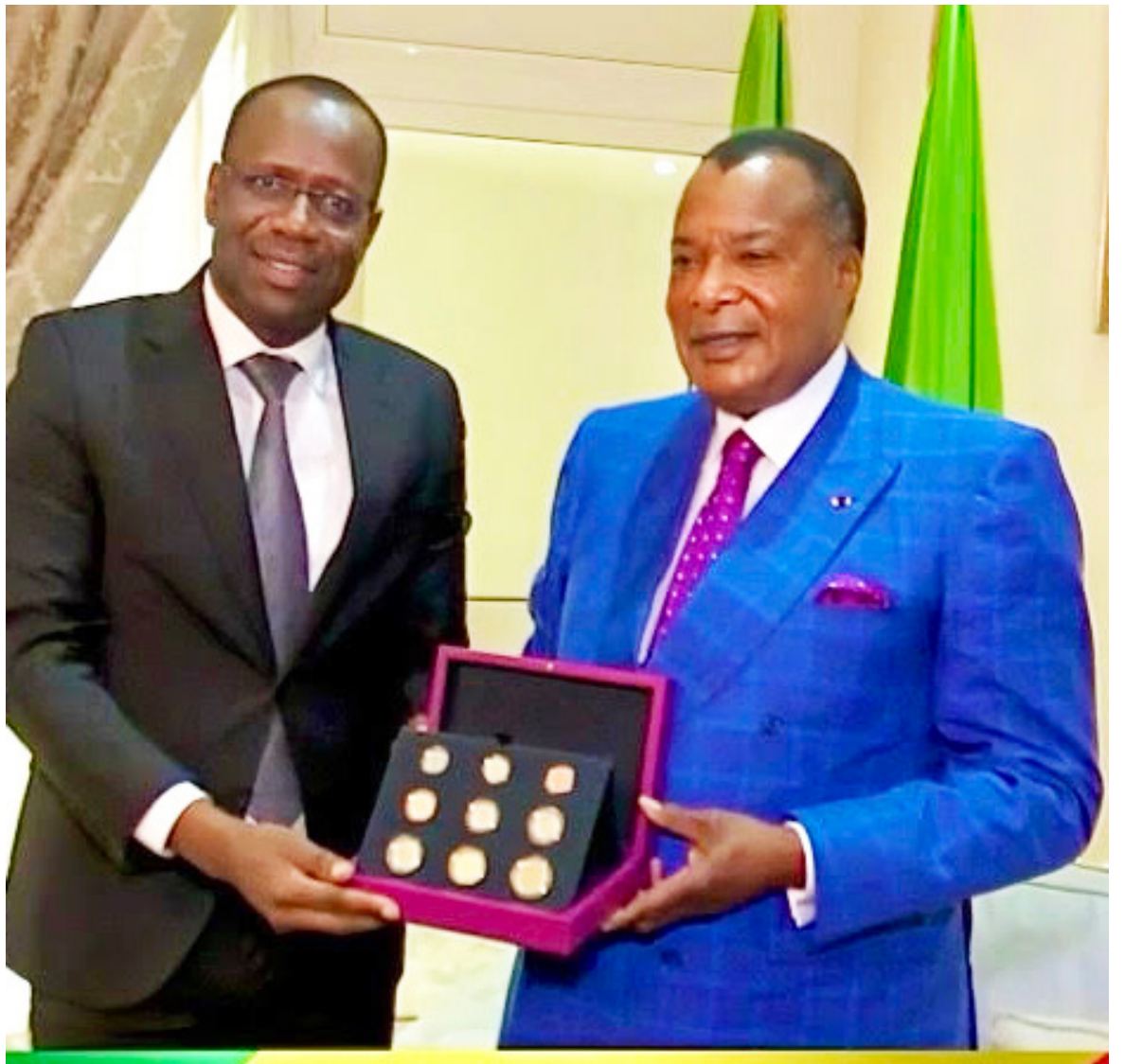
Le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Yvon Sana Bangui, a présenté au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, les nouvelles pièces de monnaie qui seront mises en circulation dans les six pays de la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (Cémac) dès avril prochain.

« Cette nouvelle gamme qui constitue notamment les pièces de 1 franc, 2 francs, 25 francs, 50 francs, 100 francs avec cette fois-ci une innovation, la gamme de 200 francs CFA, et aussi la gamme de 500 francs, a été conçue pour faciliter les échanges commerciaux et aussi avec une portabilité plus adaptée dans les transactions financières », a expliqué Yvon Sana Bangui au sortir de l'audience avec le président de la République, le 10 mars à Oyo, dans le département de la Cuvette. Selon le gouverneur de la BEAC, la mise en circulation de cette nouvelle gamme de pièces vient répondre au problème de pénurie ainsi qu' à celui de réexportation de pièces hors de la zone Cémac. « C'est un avantage car ces dernières répondent à ces préoccupations avec des matériaux plus adaptés et qui ne feront plus l'objet de ces utilisations illicites », a-t-il précisé.

Sur les perspectives 2025, Yvon Sana Bangui a fait savoir que globalement ces dernières sont prometteuses mais conditionnées aux réformes en cours en vue de rendre plus solide le système bancaire de la sous-région et garantir la stabilité financière au sein des six pays de la cémac, notamment le Congo, le Gabon, le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Tchad et enfin la République centrafricaine.

Notons que la BEAC a pour missions d'émettre des billets et des pièces de monnaie qui ont cours légal et pouvoir libérateur.

Gloria Imelda Lossele



Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, posant avec Yvon Sana Bangui/DR

ARTS MARTIAUX

Une dizaine de judokas congolais en stage en Russie

Dans le cadre de l'exécution du partenariat entre la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da) avec la Fédération russe de judo, les Diables rouges judo de différentes catégories ont quitté Brazzaville le 10 mars pour Sotchi. Dans la ville russe, les athlètes congolais vont participer à un stage international.

Durant deux jours, les meilleurs judokas issus de divers départements prendront part à un stage de haut niveau sur les nouvelles techniques de la discipline aux côtés de leurs homologues russes.

Selon le chef de la délégation de cette mission fédérale, Me Ghislain Allure Buesso (deuxième vice-président de la fédération), le but principal de ce déplacement n'est autre que la recherche de l'élévation du niveau des judokas congolais à travers ce stage de haut niveau à Sotchi.

« Effectivement, nous nous attendons à des retombées. Étant donné que les athlètes qui ont été sélectionnés sont d'une haute facture, car ce sont les médaillés du dernier open de Dakar. Nous nous attendons à une évaluation après ce stage. Il s'agit du Championnat d'Afrique qui se tiendra à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les athlètes sont très motivés et enthousiasmés dans l'objectif de découvrir certainement



« Effectivement, nous nous attendons à des retombées. Étant donné que les athlètes qui ont été sélectionnés sont d'une haute facture, car ce sont les médaillés du dernier open de Dakar. Nous nous attendons à une évaluation après ce stage. Il s'agit du Championnat d'Afrique qui se tiendra à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les athlètes sont très motivés et enthousiasmés dans l'objectif de découvrir certainement un judo plus développé avec de nouvelles approches techniques »

un judo plus développé avec de nouvelles approches techniques », a-t-il indiqué.

Il a, par ailleurs, invité les autres athlètes à se mettre au travail puisque d'autres opportunités vont se présenter à eux. Pour Me Ghislain Allure Buesso, la concrétisation de ce projet est le fruit du dynamisme du bureau exécutif fédéral, dirigé par Me Francis Neyl Ata Asiokarah. Il sied d'indiquer que ce voyage constitue une grande opportunité pour les athlètes et s'affiche comme une innovation dans le domaine de la coopération sportive entre les deux pays. En même temps, une autre délégation de la Fécoju-Da s'est rendue à Huambo, en Angola, pour participer à un tournoi sous-régional en l'honneur de la femme. Cette compétition qui se déroulera du 14 au 16 mars regroupera les athlètes du pays hôte, de la République démocratique du Congo, de l'Afrique du Sud et de la République du Congo.

Rude Ngoma